

**Tribunal du travail de Liège, division Huy, 6<sup>ème</sup> chambre,**  
**12 septembre 2025 (R.G. 17/175/B)**

*Publié dans les Echos du crédit et de l'endettement n°88  
(Octobre/Novembre/Décembre 2025), p. 28*

***Plan de règlement amiable - Exécution - Terme du plan - Succession avant clôture de la procédure - Liquidation - Contestation en cours - Montant dérisoire - Retour à meilleure fortune - Non-Clôture de la procédure - Répartition du solde du compte de médiation.***

Monsieur a été admis à la procédure de règlement collectif de dettes le 16 juillet 2017. Par une ordonnance du 17 octobre 2018, le tribunal a homologué un plan de règlement amiable prévoyant l'apurement du passif, soit 11.652,05 euros, à concurrence de 34 %, sur une durée de sept ans. Le plan amiable est en principe terminé après son exécution, son échéance ayant été fixée au 16 août 2024.

Cependant, avant que la procédure ne soit définitivement clôturée, un élément nouveau est survenu, à savoir le décès de la maman du requérant, entraînant l'ouverture de la succession dans laquelle celui-ci est appelé en qualité d'héritier.

Le plan de règlement amiable prévoyait qu'il pouvait y avoir une adaptation en cas d'élément nouveau important. Cependant, en l'espèce, le plan amiable est déjà exécuté. En outre, la médiatrice rapporte qu'au niveau de la succession, la liquidation n'avance pas, notamment en raison des revendications d'un des héritiers, au sujet desquelles elle ne dispose pas d'informations claires. De plus, il s'avère que l'actif net de la succession s'élève à seulement 27.720,49 euros, montant sur lequel Monsieur est en droit de réclamer un sixième, sous déduction des éventuelles réclamations des autres héritiers.

Au vu des éléments exposés, le tribunal constate que les espoirs concernant l'arrivée d'une somme provenant de la succession s'avèrent aléatoires à court terme et que, par ailleurs, le montant susceptible d'être recueilli par Monsieur serait assez minime. Il est également souligné que le plan de règlement amiable a été exécuté dans son entièreté et que Monsieur, qui travaille dans l'Horeca, a accompli des efforts considérables durant une longue période, afin d'apurer une partie significative de ses dettes.

Par conséquent, le tribunal, estimant qu'il n'y a pas lieu de considérer cette situation comme un retour à meilleure fortune, juge qu'il convient de mettre un terme à la procédure. Quant au solde du compte de médiation, il est décidé de verser une somme de 662,56 euros aux créanciers au marc l'euro, à titre de dividende complémentaire, et un montant de 1.000 euros au requérant.

*Sabine Thibaut, juriste  
Observatoire du Crédit et de l'Endettement*

